

CIRCULAIRE N° 3373/SG DU 18 JUILLET 1988**relative aux commissions permanentes
des assemblées parlementaires**

NOR : PRMG8830017C

*Le Premier ministre à Mesdames et Messieurs les ministres et
secrétaires d'Etat.*

Certains d'entre vous ont récemment évoqué auprès de moi la question de l'audition des fonctionnaires par les commissions permanentes des assemblées parlementaires. Cette question a fait l'objet, en date du 30 octobre 1981, d'une circulaire du Premier ministre dont je crois utile de vous rappeler la teneur.

Ainsi que vous le savez, aux termes de l'article 20 de la Constitution, seul le Gouvernement est collectivement et solidairement responsable devant l'Assemblée nationale. C'est donc aux ministres qu'il appartient de présenter, d'expliquer et de défendre la politique du Gouvernement devant les assemblées et leurs commissions. L'administration ne saurait assumer la responsabilité des actes du Gouvernement devant le Parlement.

Il n'est donc conforme, ni à la tradition républicaine de neutralité de l'administration ni au régime parlementaire qui soumet le Gouvernement au contrôle du Parlement, que des hauts fonctionnaires se rendent seuls devant les commissions permanentes ou spéciales pour y répondre aux questions des parlementaires.

Cette règle ne souffre que de très rares exceptions. Elles concernent les responsables des entreprises publiques et nationales en raison de l'autonomie dont celles-ci disposent dans l'organisation des pouvoirs publics, les magistrats de la Cour des comptes dans le cadre des dispositions de l'article 47 de la Constitution et les hauts fonctionnaires qui sont invités à comparaître devant une commission parlementaire d'enquête ou de contrôle.

Dans le souci de respecter strictement les principes du régime parlementaire et de la séparation des pouvoirs, je vous demande de bien vouloir veiller à ce que les règles rappelées ci-dessus soient rigoureusement observées.

MICHEL ROCARD